



CONFLIT SOMALIEN, UN OBSTACLE POUR L'INTÉGRATION RÉGIONALE(IGAD) : DEFIS ET REMÈDES

Il s'est tenue en date du 12 au 15 septembre 2016, à Mogadiscio en Somalie une réunion ministérielle historique de l'IGAD, réunissant quatre ministres des affaires étrangères de la région à savoir celui de Djibouti, de l'Éthiopie, du Kenya et du Sud-Soudan.

L'on peut noter également la présence du secrétaire exécutif de l'IDAG, l'ir Mahboud Maalim et l'Envoyé spécial de l'IGAD en Somalie, l'Ambassadeur Mohamed Abdi Affey.

Cette réunion, la deuxième à Mogadiscio, après celle de 1985, s'inscrit dans un contexte où la Somalie peine à se reconstruire après plusieurs décennies de guerres civiles, des épidémies. Ces turbulences ont bloqué le développement d'un pays stratégiquement important, surtout pour sa côte maritime de 3 025 km¹, la plus longue d'Afrique.

Cette assise historique traduit la volonté de la région à capitaliser les efforts de paix déjà acquis au sommet de Londres² sur la Somalie du 7 mai 2013 mais aussi accompagner le gouvernement somalien pour les efforts vers le développement.

Ce sommet international de grande envergure avait réunis plus de 50 pays et organisations. Il porta sur la construction des forces de sécurité, le développement de la justice et de la police ainsi que d'un système de contrôle des finances pour empêcher la corruption.

En effet, nonobstant les efforts de la région, de la communauté internationale, et plus de deux décennies après la chute du président Saïd Barré en 1991, la Somalie est un pays qui a traversé et traverse encore

de sérieux problèmes d'ordre sécuritaire, politique et humanitaire.

Face à ces défis, l'IGAD devra développer les approches réalistes pouvant amener la Somalie dans la stabilité politique et sécuritaire afin de faciliter la cohésion et l'intégration de la région.

L'IGAD FACE À LA SITUATION SÉCURITAIRE EN SOMALIE

Le clanisme, les frères ennemis

Les délégués de la réunion du 12 au 15 septembre 2016 de l'IGAD se sont contentés de donner une bonne impression pour les efforts consentis de ramener le pays vers la route de la paix, une paix certes fragile. Et pourtant, le pays est toujours sombré dans un anévrisme sécuritaire sans précédent. La Somalie n'est pas à un paradoxe près. C'est un pays uni en surface, mais profondément divisé en profondeur. La population y est homogène, et les habitants parlent quasiment tous la même langue (le somali), ont tous la même religion (l'islam sunnite), la même culture et la même appartenance ethnique. Mais tout ici repose sur les clans (Marehan, Ogadeen, Dulbahante, Hawije...). Ces groupes, fondés sur les liens de parenté, doivent être appréhendés à la lumière du contexte historique de la Somalie (vaste territoire sec, caractérisé par la rareté des ressources naturelles et par une multitude de tribus nomades se faisant concurrence pour les obtenir). Ces clans s'appuient sur un strict code social, seul à même de leur fournir un ensemble commun de valeurs et d'intérêts, tout en leur assurant une protection collective. Les rivalités entre clans ont toujours existé, mais le système traditionnel, basé sur un ensemble complexe de diplomatie, échanges, responsabilités et compensations, faisait que l'ordre et la paix sociale étaient maintenus.

À la fin du XIX^e siècle, les Italiens et les Britanniques se sont partagé la majeure partie du territoire somalien, mais leurs efforts pour imposer un ordre légal à l'occidentale n'ont jamais vraiment abouti. Les querelles étaient le plus souvent réglées au sein des clans par

1. www.atlas.challenges.fr

2. Avec le Brexit, il s'observera certes une modification stratégique de l'opération de l'Union Européenne, ATALANTA à la corne d'Afrique. Le conseil Européen via le COPS (Comité Politique et de Sécurité) qui exerce la direction stratégique de l'opération devra décider soit du déménagement de l'État-Major opérationnel situé Northwood au Royaume Uni vers un autre État de l'Union soit renégocier un autre accord avec les anglais. Le gouvernement anglais n'abandonnera pas son influence stratégique en Somalie d'autant plus que certains pays de la région qui représentent l'intérêt du Royaume Uni comme le Kenya, l'Éthiopie pourraient être affectés par la recrudescence du conflit.

les anciens. Avec la dissuasion comme principe régulateur : *“Tue-moi et le courroux de mon clan tout entier s’abattra sur toi.”* Les régions où les coutumes locales ont été le moins perturbées, comme le Somaliland britannique, semblent s’en être mieux sorties à long terme que celles où l’administration coloniale italienne a tout fait pour enlever leur rôle aux anciens. La Somalie a acquis son indépendance en 1960, mais, la guerre froide aidant, elle est rapidement devenue l’objet de convoitises à cause de son emplacement stratégique dans la Corne de l’Afrique. Les Russes ont été les premiers à y envoyer des armes, suivis par les Américains. Ce pays pauvre, à la population quasi illettrée et majoritairement nomade, est ainsi devenu un entrepôt de munitions prêt à exploser. Le gouvernement central a toujours eu le plus grand mal à tenir en main l’ensemble du pays. Dans les années 1980, le général Mohamed Siyad Barré – le dictateur capricieux qui a gouverné de 1969 à 1991 – était de façon moqueuse surnommé “le maire de Mogadiscio”, parce qu’une grande partie du pays échappait déjà à son contrôle.

Somalie, un eldorado pour les islamistes radicaux

Cette progression de l’islamisme radical reste une sérieuse préoccupation des états-majors étrangers. Et c’est la grande crainte des occidentaux d’assister impuissamment à la création d’un État africain où la charia serait la loi fondamentale du pays. Pour comprendre cet islamisme radical, il sied d’interroger l’histoire du pays.

Contrairement à la logique de clans, facteur de division où chacun se retranche à l’abri de sa communauté, la religion est ici un agent unificateur qui fait le lien entre toutes les parties. Musulmane dans sa quasi-totalité, la population somalienne a vu dans sa religion un élément de stabilité et d’ordre. Point de référence ultime dans un univers où tout semble s’écrouler. Et lorsqu’au début des années 90, le monde abandonna à son sort la Somalie dans le sillage de l’armée américaine, les organisations religieuses (souvent financées par des fonds saoudiens, aux généreux bienfaiteurs adeptes d’un rigoriste wahhabisme) furent parmi les seules à ne pas quitter le navire en perdition. Outre la construction de mosquées et l’implantation d’écoles coraniques, elles mirent en place un système rudimentaire mais tangible d’action sociale, au profit d’une population désenparée et démunie de tout.

Ces organisations islamistes ont alors progressivement occupé un terrain depuis longtemps abandonné par l’État, créant un réseau informel de tribunaux de quartiers, instaurant un minimum d’ordre là où régnait le chaos. La charia, appliquée strictement et suivie à

la lettre sous peine de sévères châtiments, fut acceptée par les différents clans. Ces derniers reconnurent alors graduellement ce réseau d’autorités religieuses (plus tard baptisé Union des tribunaux islamiques) comme une influence tutélaire devant être respectée en conséquence. Quant aux récalcitrants, ils furent chassés sans ménagement de Mogadiscio. De même, en contribuant à réinstaurer la sécurité et la stabilité, mais sans exiger d’impôts et autres taxes, en surveillant étroitement les comportements déviants des particuliers mais sans s’immiscer dans leurs affaires d’argent, l’Union des tribunaux islamiques s’assura le soutien constant des opérateurs économiques.

En 1992, le président George H. W. Bush a voulu aider le pays et a envoyé des milliers de marines pour protéger des convois de vivres. Nous étions au début du “nouvel ordre mondial” de l’après-guerre froide, et beaucoup croyaient que les États-Unis, débarrassés de toute superpuissance rivale, l’ex-URSS, pouvaient donner au cours des événements mondiaux une direction nouvelle, bonne et juste. La Somalie s’est avérée un très mauvais départ. Bush et ses conseillers n’ont pas su voir le paysage clanique et n’ont pas compris jusqu’où pouvait aller la loyauté des Somaliens envers leurs chefs de clan. Si la société somalienne se divise et se subdivise fréquemment lorsqu’elle est en proie à des querelles internes, elle fait très vite corps face à un ennemi extérieur. Les États-Unis l’ont appris à leurs dépens lorsque leurs soldats ont tenté d’arrêter le général Mohamed Farah Aïdid. Le résultat, tristement célèbre, a été la “chute du Faucon noir” en octobre 1993. Des milliers de miliciens somaliens chaussés de tongs ont envahi les rues avec leurs grenades autopropulsées. Ils ont abattu deux hélicoptères Black Hawk et tué 18 soldats américains, dont ils ont triomphalement traîné les corps dans les rues de la capitale. Ainsi s’est achevé le premier acte de l’intervention des États-Unis en Somalie.

Dans le monde de l’après-11 septembre, la Somalie était devenue une grande source d’inquiétude. Après une mauvaise lecture de la situation de Somalie en 2005 la CIA, il se créa en 2006 une organisation pour faire face à l’occupation : Al Shabab. Al Shabab, milices islamistes porte étendard de l’islamisme radical en Somalie, a été confronté à des dissensions internes portant sur la question de savoir s’il fallait continuer de prêter allégeance à Al Qaïda³ ou opter pour le groupe

3. Depuis sa création, Al shabab a toujours fait allégeance à Al Qaïda. Mais depuis la montée en force du groupe d’État islamique après la chute de l’Iraq, la guéguerre entre les islamistes radicaux commencèrent pour déterminer qui est l’autorité. Cette dissension existe encore aujourd’hui au milieu des adeptes

armé État islamique (EI). La situation est restée tendue dans la ville de Jilib, située à 97 kilomètres au nord de Kismaayo, après que le chef adjoint d'Al Shabab, Mahad Karate, eut fait pression sur le chef du groupe, Abu Ubaidah, pour l'amener à faire allégeance à l'EI. En octobre, des chefs d'Al Shabab plutôt favorables à Al Qaïda ont arrêté dans le Jubaland 30 personnes supposées avoir rejoint l'EI⁴.

La piraterie maritime, un pari quasiment gagné mais un fléau permanent

Officiellement, aujourd'hui en Somalie, il n'y a plus de piraterie. Les chiffres de la chambre de commerce internationale sont en constante diminution. En 2011, on reportait 160 attaques, contre 49 assauts en 2012, 7 en 2013, 3 seulement en 2014, pour arriver à zéro sur l'ensemble de l'année 2015⁵.

Il est bon de rappeler que la piraterie somalienne a prospéré d'autant plus aisément que trois conditions idéales étaient réunies : l'anarchie, une profusion d'armes (héritage de la guerre froide) et une côte de 3 000 km débouchant dans le Golfe d'Aden, fréquenté par plus de 20 000 navires annuellement. Enfin, contrairement à d'autres États également touchés par la piraterie tels que le Nigeria et l'Indonésie, les pirates de la Corne africaine disposent d'un immense hinterland où ils peuvent se replier sans difficulté, à l'abri de toutes repréailles et avec le total soutien d'une population qui profite de leurs largesses. La partie est cependant devenue plus ardue, armateurs et grandes nations coordonnant désormais leurs efforts (l'opération Atalante de l'Union Européenne est la principale réponse militaire et diplomatique à ce jour) pour lutter contre la piraterie.

L'IGAD FACE À LA SITUATION POLITIQUE EN SOMALIE

Le gouvernement fédéral somalien et la MUASOM ont gardé le contrôle de la capitale, Mogadiscio, et étendu les zones sous leur contrôle en établissant des administrations fédérales dans les États du Galmudug, du Sud-Ouest et du Jubaland. Une offensive conjointe de la MUASOM et des Forces armées nationales somaliennes a chassé Al Shabab de villes des régions du Hiraan, de Bay, de Bakool, de Gedo et du Bas-Shabelle. Le groupe armé restait néanmoins maître de nombreuses régions rurales. L'offensive a entraîné de

4. Rapport 2015-2016 de l'Amnisty international sur la situation des droits de l'homme à Somalie.

5. Bernard Monnet, Somalie : la piraterie n'a pas disparu. Le pire est à venir in www.m.leplus.nouvelobs.com

nouveaux déplacements de populations alors que des affrontements armés et les attaques d'Al Shabab contre les civils continuaient, en particulier dans les villages contrôlés tantôt par certaines forces, tantôt par d'autres.

Le pays a été confronté à une crise politique en août après que le Parlement eut présenté une motion de censure contre le président Hassan Sheikh Mohamud. En juillet, le président du Parlement fédéral, Mohamed Osman Jawari, a annoncé que les élections de 2016 n'auraient pas lieu au suffrage universel bien que ce principe ait été inscrit dans la «Nouvelle donne pour la Somalie». Des députés de l'opposition ont protesté contre cette décision, dans laquelle ils voyaient un stratagème pour prolonger le mandat du président. Le Conseil de sécurité de l'ONU a prolongé jusqu'au 30 mars 2016 le mandat de la Mission d'assistance des Nations unies en Somalie (MANUSOM) chargée de surveiller la situation des droits humains et d'établir des rapports à ce sujet.

L'IGAD FACE À LA SITUATION HUMANITAIRE EN SOMALIE

Plus de 1,3 million de Somaliens ont été déplacés au cours de l'année. Les offensives des Forces armées nationales somaliennes et de la MUASOM ont perturbé les itinéraires des transports commerciaux. De même, Al Shabab a bloqué les voies d'approvisionnement après avoir été chassé des villes par la MUASOM, ce qui a entravé l'accès des organisations humanitaires. La poursuite des combats et les pluies liées à El Niño qui ont débuté en octobre risquaient d'aggraver encore davantage la situation humanitaire.

En janvier et en février, les forces de sécurité ont expulsé plus de 25 700 personnes de terrains publics et privés à Mogadiscio, sans respect des garanties fondamentales ; 21 000 autres ont été expulsées en mars. La plupart de ces personnes se sont installées à la périphérie de la capitale, notamment dans les zones de Sarakusta et de Tabelaha, où elles vivaient dans des conditions déplorables. Le gouvernement intérimaire du Jubaland a également procédé à des expulsions forcées dans les villes de Kismaayo et de Luuq, à la suite d'une attaque contre un poste de police situé près d'un camp de personnes déplacées. À la fin de l'année, le gouvernement fédéral n'avait toujours pas adopté de ligne de conduite concernant les personnes déplacées, bien qu'un projet cadre de référence ait été élaboré en avril 2014.

On recensait plus de 1,1 million de réfugiés somaliens dans les pays voisins et en diaspora. En avril, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et les gouvernements du Kenya et de la Soma-

lie ont créé une commission chargée de superviser le rapatriement librement consenti de réfugiés somaliens vivant au Kenya, conformément à l'Accord tripartite conclu par le HCR et ces deux gouvernements en septembre 2013. Le HCR a annoncé le 20 septembre que 4 108 réfugiés somaliens du camp de Dadaab, dans le nord du Kenya, avaient été rapatriés. En janvier, on dénombrait 237 271 réfugiés somaliens au Yémen. Toutefois, en août, fuyant l'escalade du conflit armé dans ce pays, plus de 28 000 étaient retournés en Somalie. D'autres pays accueillant des demandeurs d'asile et des réfugiés somaliens, dont l'Arabie saoudite, la Suède, les Pays-Bas, la Norvège, le Royaume-Uni et le Danemark, ont continué d'exercer des pressions sur les Somaliens pour qu'ils rentrent dans leur pays, affirmant que la sécurité s'y était améliorée.

Par ailleurs, la Turquie est l'un des principaux bailleurs de fonds de la Somalie. Et c'est là une des différences importantes d'avec la coopération occidentale. Les grandes ONG occidentales qui travaillent en Somalie sont installées non pas à Mogadiscio, mais à Nairobi, au Kenya. Résultat : dans la capitale somalienne, l'aide de la Turquie est visible, d'autant plus qu'elle met l'accent sur des projets qui donnent aux habitants de Mogadiscio le sentiment que la guerre civile tire à sa fin.

La Turquie a bâti un terminal à l'aéroport. Elle a construit une route de 23 kilomètres qui traverse la capitale. Et elle a rénové un hôpital construit par les Soviétiques dans les années 1960. Officiellement, on l'appelle l'« Hôpital turco-somalien pour l'éducation et la recherche ». Mais dans les faits, à Mogadiscio on l'appelle l'« Hôpital Erdogan ». Le président Erdogan a décrit cet établissement de 200 lits comme « *le plus important centre médical d'Afrique de l'Est* ». Certes parmi les plus grands⁶.

Elle construit des camps pour les déplacés, des réseaux d'eau potable. Elle organise le ramassage des ordures, ouvre des écoles, des cliniques. Lors de sa visite, le 3 juin 2016, Ergodan annonce des bourses dans les universités turques, qui accueillent 1 200 étudiants somaliens en 2012. Il rouvre l'ambassade de Turquie à Mogadiscio, quand la plupart des pays, encore aujourd'hui, opèrent depuis Nairobi, au Kenya. Surtout il remet la somalie sous le feu des projecteurs⁷.

La Turquie est le pays qui investit le plus en somalie dans le monde ; par l'intermédiaire des institutions telles que le croissant-rouge turc et les ONG turques, 500 millions de dollars d'aide humanitaire⁸.

6. www.rfi.fr/afrique

7. www.lepoint.fr/afrique

8. www.trt.net.tr/francais/turquie

QUELQUES PISTES DE SOLUTIONS

Vu le tableau sombre de la situation en somalie, et de la durée de ce conflit, visiblement l'IGAD éprouve encore de sérieuses difficultés pour appréhender une voie de sortie de la crise. Ce conflit somalien est un vrai casse-tête pour l'Afrique orientale et un handicap pour l'intégration régionale.

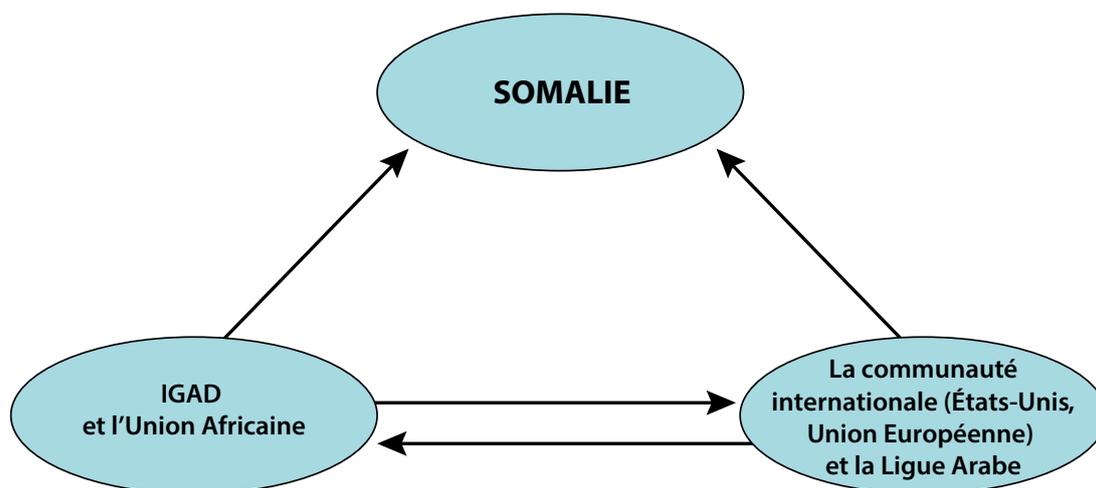
De ce fait, pour y arriver, plusieurs acteurs nationaux, régionaux et internationaux devront synchroniser leurs efforts vers un seul objectif, celui de la recherche de la paix et de la sécurité.

La gestion intégrée du conflit constituerait une panacée pour arriver à stabiliser le pays. Rien qu'en se renseignant sur des faits historiques du conflit somalien, l'on comprend facilement pourquoi les efforts régionaux à la pacification, à la stabilisation et à la sécurisation de la somalie n'aboutissent pas.

D'abord, il se fait que chaque acteur aux prises aux conflits, cherche de VAINCRE. Et cette attitude bloque tout effort pour la recherche de la paix.

Ensuite il se pose un sérieux problème de cohérence de l'action des acteurs qui interviennent dans la résolution de conflit somalien. Au sein de l'IGAD, les conflits qu'entretiennent les membres entre eux, ne facilitent guère la place à une solution pacifique. L'Éthiopie et l'Etyrhée ont un différend historique qui affecte leur relation diplomatique. L'Éthiopie et la Somalie se sont déjà livrés plusieurs guerres pour le contrôle de l'Ogaden, revendiqué aujourd'hui par l'Éthiopie. Cette région est majoritairement d'ethnie somalie, et l'alliance avec l'Éthiopie était donc considérée comme une trahison. L'Éthiopie qui s'ingère avec l'appui des américains, aux affaires somaliennes, créant un précédent entre ces États. Pour arriver à un terrain d'attente, il faut que tous ces acteurs, membres de l'IGAD, concentrent leurs efforts à aider les somaliens à trouver une solution pacifique à ce conflit. La cohésion au niveau de la lecture du conflit au sein de l'IGAD serait un premier pas vers une issue favorable.

Enfin, le gouvernement somalien est imbu dans la corruption et les malversations financières. Posant ainsi un sérieux problème sur la gestion financière internationale de fonds pour le développement de la somalie. Cette mauvaise gouvernance annihile les efforts consentis des partenaires régionaux et internationaux en somalie. La population ne sentant pas un État qui s'occupe du social et a tendance à croire que le système wahhabite qui se préoccupait du social des somaliens, le meilleur. Il appartient aux pays donateurs de l'aide financière de constituer un mécanisme efficace de suivi



et de contrôle pour que cette aide puisse se sentir à la base, c'est-à-dire au niveau de la population.

En outre, la stabilité de la Somalie passe aussi par la restauration de l'autorité de l'État. Si les efforts consentis ne trouvent aucun soubassement solide, ça sera pataugé dans la boue. Il est important que la communauté internationale assure la réforme de sécurité pour que le gouvernement somalien soit à même d'assumer ses responsabilités vis-à-vis de sa population et soit prêt d'assurer la relève lorsque les forces internationales partiront.

Et l'Union africaine devrait jouer un rôle prépondérant pour amener les pays de reconsidérer la Somalie comme une vraie menace pour la paix. Depuis que, la communauté internationale par l'entremise de l'UE a obtenu la création de l'ATALANTA visant à traquer les pirates sur la côte orientale, le conflit somalien semble

être délaissé aux africains. Cet enthousiasme qui a animé ces pays pour éradiquer la piraterie devra être le déclic pour s'activer. Vu la complexité du conflit, le conseil de sécurité des Nations Unies devrait créer une BRIGADE D'INTERVENTION, comme celle de la RDC, au sein de la MUASOM avec un mandat court et précis.

L'Union africaine, l'IGAD devront arracher un accord cadre demandant à tous les pays de la communauté internationale à se désengager de tirer les ficelles et à encadrer le peuple somalien à trouver une solution durable à leur différend à travers un dialogue national inclusif. Si la communauté internationale s'active pour la Syrie et la Lybie, pourquoi pas la Somalie où vous pouvez être kidnappé ou abattu d'une balle dans la tête en moins de temps qu'il ne vous en faut pour essuyer la sueur de votre front.